

# UN TOIT C'EST UN DROIT, POUR TOUTES ET TOUS, TOUT DE SUITE.

Depuis un peu plus d'un mois, le préfet du Puy de Dôme a décidé de durcir sa politique d'hébergement d'urgence. Ainsi plusieurs dizaines de familles avec des enfants se retrouvent à la rue. La préfecture installe un odieux chantage : accepter l'aide au retour vers un pays que toutes et tous ont fui, que la plupart des enfants ne connaissent pas, ou se retrouver immédiatement en famille face aux dangers de la rue. **Lundi 8 avril, avec l'aide du Secours Populaire, de militants de RESF et de citoyens indignés par cette situation une trentaine de tentes ont été installées Place du 1er mai à Clermont-Ferrand pour des familles parfois avec de très jeunes enfants.**

## LA PRÉFECTURE MENT.

Il était question pour la préfecture de cibler les personnes sous le coup d'une Obligation de Quitter le Territoire français (OQTF). On constate en fait que le préfet vise toutes les personnes quelle que soit leur situation administrative. Plusieurs personnes ayant le statut de réfugié ont été virées de l'hébergement d'urgence. Le père a une OQTF mais pas la mère et tout le monde est à la rue. Une famille titulaire d'un titre de séjour, avec cinq enfants dont un porteur de handicap, s'est retrouvée à la rue. Des gens dont les dossiers sont en cours sont également poussés dehors. Des gens qui avaient un emploi le perdent faute de renouvellement de leur titre de séjour. Cette situation est une des conséquences logiques de l'adoption de la loi Darmanin, loi xénophobe, saluée par toute l'extrême-droite française, mais pas seulement.

Il s'agit bien de montrer à la population que les pouvoirs publics sont durs avec les migrants. A deux mois des élections européennes des familles déjà fragilisées se retrouvent transformées en matériel électoral pour montrer que le gouvernement, son ministre de l'Intérieur et ses préfets peuvent faire aussi bien que les promesses de l'extrême-droite.

## NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE.

Déjà, des organisations démocratiques du Puy de Dôme, des élu.e.s, des citoyens se sont émus de cette situation auprès des services de la préfecture. Un premier rassemblement a regroupé 250 personnes devant la préfecture. Près de 100 personnes ont assisté à la conférence de presse du secours populaire. Dans de nombreuses écoles et collèges, la solidarité s'organise pour suppléer aux manquements de l'Etat et dénoncer la mise à la rue des élèves.

Dans un pays où les riches sont toujours plus riches les préfectures veulent faire des économies sur le dos des plus pauvres. Les services administratifs manquent cruellement de moyens. La dématérialisation à tous les niveaux casse l'accès aux droits pour les personnes migrantes. Non contentes de fabriquer des sans-papiers, les préfectures rivalisent aujourd'hui pour fabriquer des sans-logis.

La France connaît actuellement une crise de l'accueil, une crise de l'hébergement d'urgence parce que les préfectures refusent, sur ordre du ministre de l'Intérieur, toute régularisation pour des personnes qui ont tout laissé derrière elles pour tenter de reconstruire parmi nous un avenir pour elles-mêmes et leurs enfants.

**Ces personnes ne sont pas dangereuses ! Elles sont en danger !**

**Un toit c'est un droit !**



**JEUDI 11 AVRIL**  
**RASSEMBLEMENT 17H30**  
**PLACE DE JAUDE DE CLERMONT-FD**



Pour suivre les infos  
du campement de  
1er mai >

**X** #RESF63

**f** RESF63



Assemblée générale tous  
les soirs à 18h place du  
1er mai